



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/1993/NGO/8
23 juin 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1993
Genève, 28 juin-30 juillet 1993
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
du débat de haut niveau*

DIALOGUE POLITIQUE ET EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX IMPORTANTS
TOUCHANT L'ECONOMIE MONDIALE ET LA COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE AVEC LES CHEFS DES INSTITUTIONS FINANCIERES
ET COMMERCIALES MULTILATERALES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Exposé présenté par la Chambre de commerce internationale,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
auprès du Conseil économique et social (catégorie I)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, qui est distribué
conformément aux paragraphes 23 et 24 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil
économique et social, en date du 23 mai 1968.

* E/1993/100.

La Chambre de commerce internationale continue de s'inquiéter de ce qu'en 1993 la reprise de l'économie mondiale reste faible et fragile et se manifeste inégalement selon les pays. La résorption de la dette héritée des années 80 s'avère une affaire de très longue haleine, qui coïncide malheureusement avec la montée en flèche des investissements nécessaires, à l'échelle mondiale, pour financer la réorganisation économique de l'Europe orientale, celle de l'ex-URSS et le développement de nombreux pays du sud, ainsi que pour s'attaquer au nettoyage de l'environnement planétaire.

On note cependant quelques signes encourageants : la poursuite de la reprise en Amérique du Nord; la vigueur économique persistante de nombreux pays en développement; des signes concrets qui indiquent que la réorganisation économique de certains pays d'Europe orientale commence à porter ses fruits; le ralentissement considérable de l'inflation dans un grand nombre de pays. En outre, les taux d'intérêt réels ont baissé régulièrement en Europe pendant le premier semestre de 1993; au Japon, un deuxième et important programme de relance budgétaire annoncé en avril, joint au faible niveau des taux d'intérêt, devrait donner un coup de fouet à la demande intérieure et contribuer à réduire le gros excédent commercial du pays; et le nouveau gouvernement américain s'efforce d'avancer sur la voie de la réduction de l'énorme déficit budgétaire fédéral.

Pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale, compte tenu de l'interdépendance entre les pays, il faut absolument que les politiques soient étroitement coordonnées, au moins entre les pays qui pèsent le plus sur le plan économique. Pour s'attaquer aux grands problèmes tels que la pauvreté, l'environnement, le chômage, les ajustements structurels, l'endettement et l'émigration, il est de plus en plus indispensable d'adopter une perspective planétaire.

Pour s'en tenir à l'un de ces problèmes, la CCI est vivement préoccupée par le niveau élevé du chômage dans le monde, qui poursuit sa forte progression depuis le milieu des années 70 quelle que soit l'orientation conjoncturelle et qui est une des raisons principales de la résurgence, ces dernières années, des réflexes protectionnistes. Pour incomplètes et peu fiables qu'elles soient, les statistiques des pays en développement montrent sans conteste que la conjonction d'une forte croissance de la population et de mauvais résultats économiques au cours des années 80 dans la plupart des régions les plus pauvres du monde a créé un problème gigantesque et profond.

Parallèlement, l'OCDE prévoit que le nombre de chômeurs frôlera les 36 millions à la fin de l'année dans le monde industrialisé, où la Communauté européenne souffre du chômage structurel le plus chronique - actuellement aggravé par le niveau élevé des taux d'intérêt, le manque de confiance, les turbulences qui agitent les taux de change et les incertitudes qui entourent le traité de Maastricht, autant de facteurs qui retardent la reprise économique.

Les éléments suivants jouent à nos yeux contre la création d'emplois, et il faut s'y attaquer par une action généralisée :

- Le niveau élevé des taux d'intérêt joint à des déficits importants du secteur public;

- La lourdeur excessive de la réglementation de l'activité économique et de la fiscalité de l'entreprise, surtout en ce qui concerne la création de petites entreprises;
- La rigidité du droit du travail et les pratiques qui s'opposent à certaines formes de contrat de travail et offrent aux salariés une protection excessive contre le licenciement;
- Le fait que les écarts de rémunération sont gonflés par la fixation de salaires minimums rigides et peu conformes aux réalités;
- Le niveau des éléments non salariaux des coûts de main-d'oeuvre imposés aux entreprises par le droit des impôts et de la sécurité sociale;
- Des systèmes d'assurance sociale mal conçus, qui découragent les chômeurs et les dissuadent de se réinsérer dans la population active;
- L'insuffisance de l'investissement dans l'éducation, la formation en général et la formation continue en particulier, permettant de s'adapter à la constante évolution des compétences dont une économie moderne a besoin;
- Les politiques du logement qui freinent la mobilité géographique.

D'une manière plus générale, il faut définir une stratégie internationale commune à moyen terme pour la croissance et l'emploi en 1994 et les années suivantes. Cette stratégie devrait notamment s'attacher aux objectifs suivants :

- Réaliser un accord, dans le cadre des négociations d'Uruguay, sur un vaste règlement d'ensemble de la question de l'accès aux marchés des produits manufacturés et agricoles et des services, étant entendu qu'il faut être décidé à faire aboutir les négociations avant la fin de l'année sur la base du projet d'Acte final présenté par le Directeur général du GATT en décembre 1991;
- Mieux ouvrir les marchés aux exportations des pays en développement et des pays en cours de conversion à l'économie de marché, afin de les aider à financer leur accession au rôle d'acteur de l'économie mondiale et de les encourager à persévérer dans leurs réformes malgré les sacrifices qu'elles exigent et les difficultés politiques qu'elles entraînent;
- Juguler la montée apparemment inexorable des déficits structurels des budgets des Etats et relever la productivité et le rendement économique du secteur public;
- Compléter de bonnes politiques macro-économiques par des réformes axées sur l'offre qui améliorent le fonctionnement des marchés des produits et de la main-d'oeuvre et des marchés financiers;

- Mieux coordonner le vaste éventail des aides bilatérales et multilatérales offertes à l'Europe orientale et aux Républiques de l'ex-URSS;
- Collaborer étroitement avec les entreprises afin de définir, pour la poursuite des objectifs écologiques, des politiques et des techniques rentables et fondées sur les mécanismes de marché, compte tenu que dans un environnement commercial et technique en pleine évolution on ne peut se passer de souplesse et que les données scientifiques sur bon nombre des problèmes écologiques du monde ne sont pas concluantes.

Dans ses dernières Perspectives de l'économie mondiale, le FMI fait observer que les perspectives économiques à moyen terme des pays en développement sont apparemment bien meilleures qu'elles ne l'ont été depuis des décennies. Après avoir enregistré un taux moyen de croissance de 6 % l'an dernier, ces économies devraient, selon le Fonds, se développer au rythme de 5 % par an en 1993 et 1994, pour atteindre un taux annuel moyen de 6 % entre 1995 et 1998. Certes, ces moyennes masquent des résultats très disparates entre les pays et les régions, l'Asie jouant un rôle de chef de file alors que l'Afrique reste à la traîne. Mais le FMI se montre encourageant : dans les années à venir, on devrait assister à une convergence grandissante des taux de croissance du monde en développement - l'Afrique elle-même donnant des signes de progrès réguliers - au fur et à mesure que davantage de pays se tourneront vers une économie de marché et que le problème de la dette perdra de son acuité.

Toutefois, les réformes économiques du monde en développement ne continueront à porter leurs fruits que si la conjoncture extérieure s'y prête. Le rythme de la relance économique dans les pays industrialisés sera certes un facteur déterminant. Mais il est tout aussi vital que ces pays soient résolus à satisfaire les besoins grandissants du monde en développement en matière d'investissement et à ouvrir plus largement leurs marchés aux exportations des pays plus pauvres.

Pour que les pays en développement puissent assurer le service de leur dette et prouver à leur opinion publique que les pays industrialisés leur savent gré d'avoir renoncé aux politiques d'importation qu'ils ont longtemps suivies, il est indispensable que les marchés leur soient ouverts - notamment quand il s'agit de produits pour lesquels ils bénéficient d'un avantage comparatif.

Certains signes laissent à penser que la récession a atteint son point le plus bas en Europe orientale et que, dans certains pays, la reprise est amorcée. Parmi les pays qui retirent les dividendes d'une politique de réforme structurelle courageuse, on compte la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, où la production commence à reprendre et où l'inflation a diminué. Mais, assistance financière mise à part, ce dont les pays d'Europe orientale et centrale ont surtout besoin, c'est d'exploiter pleinement leurs possibilités d'exporter. Malgré les perturbations que risque d'entraîner un gonflement soudain des importations à bas prix, il est essentiel que les pays industrialisés gardent leurs marchés ouverts aux produits pour lesquels les économies en transition bénéficient d'un avantage comparatif.

Les perspectives économiques sont plus sombres en Russie, comme dans la plupart des anciennes républiques soviétiques. La Russie est de loin le plus grand des pays qui essaient d'assurer la transition vers une économie de marché. De par leur seule ampleur, les problèmes y sont bien plus difficiles à résoudre qu'ailleurs. Néanmoins, en l'espace de deux années, des progrès considérables ont été réalisés.

C'est pourquoi le monde des affaires se félicite des programmes d'assistance financière mis en place par le FMI et d'autres organismes internationaux de prêt ainsi que des décisions récemment prises par les pays du Groupe des Sept en vue d'accroître l'aide multilatérale et bilatérale à la Fédération de Russie. Il demande instamment que le premier objectif des politiques de prêt soit d'encourager les peuples des anciens pays communistes à se suffire à eux-mêmes. L'assistance devrait en outre être ciblée avec soin, de façon à atteindre les secteurs où elle peut être la plus utile et où elle est le plus nécessaire – par exemple, dans l'industrie alimentaire où il faudrait perfectionner les installations de stockage et de traitement des produits. La CCI pense également que, dans leur intérêt à toutes, les Républiques de l'ex-Union soviétique devraient s'employer plus activement à rétablir entre elles des liens commerciaux.

Pour attirer davantage d'investissements étrangers, il faut que la Russie et les Etats nouvellement indépendants atteignent une stabilité politique, améliorent leur réseau de communications et se dotent d'un code de commerce moderne et solide – ces facteurs jouant d'ailleurs un rôle tout aussi déterminant dans la croissance du secteur privé intérieur. A cette fin, la CCI a envoyé des juristes et des spécialistes du commerce à Moscou et dans d'autres capitales, pour aider les autorités à élaborer les textes législatifs appropriés. En outre, en coopération avec les organisations professionnelles de l'ex-Union soviétique qui, en nombre croissant, sont devenues membres de la CCI ou cherchent à le devenir, nous mettons en oeuvre des programmes de formation à l'assistance technique dans des domaines tels que l'arbitrage commercial, la gestion de l'environnement, les techniques commerciales, le marketing et le fonctionnement de chambres de commerce.

Bref, même si les niveaux d'activité et les grandes orientations incitent à l'optimisme, l'économie mondiale demeure confrontée à des problèmes gigantesques auxquels il faut s'attaquer si l'on veut que la reprise ait la portée, l'ampleur et la vigueur nécessaires.
